

Pourcentage des municipalités responsables d'une installation de distribution d'eau potable qui ne fait pas l'objet d'un avis d'ébullition ou de non-consommation en vigueur depuis plus d'un an

Cible stratégique

À l'horizon 2030, toutes les municipalités du Québec méridional ont accès à une eau potable de qualité qui respecte les plus hauts standards.

DESCRIPTION DE L'INDICATEUR

En vertu du Règlement sur la qualité de l'eau potable, les responsables des installations de distribution d'eau potable, qu'ils desservent une clientèle résidentielle, touristique ou institutionnelle, ont l'obligation de diffuser des avis d'ébullition ou de non-consommation de l'eau potable lorsque la qualité de cette eau ne répond plus à certaines normes du Règlement.

L'indicateur présente le pourcentage des municipalités du Québec responsables d'une installation de distribution d'eau potable alimentant une clientèle résidentielle ou mixte de plus de 20 personnes qui ne fait pas l'objet d'un avis d'ébullition ou de non-consommation en vigueur depuis plus d'un an. Lorsqu'une municipalité possède plusieurs installations de distribution d'eau potable sur son territoire, l'indicateur prend en compte la municipalité si aucune de ses installations n'a fait l'objet d'un avis.

Avis d'ébullition : Avis diffusé lorsqu'il y a un risque que l'eau potable soit contaminée par des bactéries, des virus ou des parasites d'origine fécale susceptibles de causer des problèmes de santé. L'eau ne doit pas être consommée à moins d'avoir bouilli pendant au moins une minute.

Avis de non-consommation : Avis diffusé notamment lorsque la concentration d'une substance chimique présente dans l'eau potable est susceptible de présenter un risque pour la santé. Il informe la population visée que l'eau ne doit pas être consommée.

ANALYSE

L'eau distribuée par les installations de distribution d'eau potable du Québec est généralement d'excellente qualité. Une faible proportion des municipalités rencontre toutefois certaines difficultés à assurer la distribution d'une eau qui respecte l'ensemble des normes du Règlement sur la qualité de l'eau potable.

En 2018, 850 municipalités sont responsables d'installations de distribution d'eau potable desservant 20 personnes et plus. Des avis d'ébullition de l'eau en vigueur depuis plus d'un an ont touché 21 de ces municipalités. Par ailleurs, aucun avis de non-consommation en vigueur depuis plus d'un an n'a été relevé. En conclusion, **97,5 % des municipalités visées par l'indicateur n'ont pas fait l'objet d'un avis d'ébullition ni d'un avis de non-consommation en vigueur depuis plus d'un an.**

Les régions de la Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine et de l'Abitibi-Témiscamingue présentent des taux de conformité plus faibles (respectivement 90,9 % et 91,9 % de leurs municipalités).

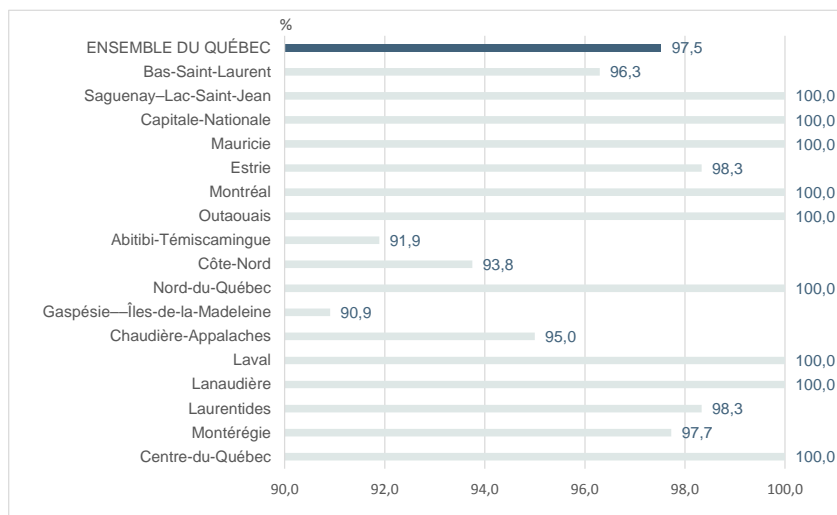
Dans plusieurs régions, aucun avis en vigueur depuis plus d'un an n'a été relevé pour les installations municipales de distribution d'eau potable alimentant plus de 20 personnes. Il s'agit du Saguenay—Lac-Saint-Jean, de la Capitale-Nationale, de la Mauricie, de Montréal, de l'Outaouais, du Nord-du-Québec, de Laval, de Lanaudière et du Centre-du-Québec.

PRÉCAUTION

Au Québec, quelques centaines de municipalités ne sont responsables d'aucun système de distribution d'eau potable et ne font donc pas partie de l'indicateur. Les installations de distribution d'eau potable exploitées par les municipalités desservent cependant près de 86 % de la population du Québec.

Le resserrement de certaines normes de qualité ou d'exigences de contrôle, en raison de l'amélioration des connaissances scientifiques, pourrait avoir, à court ou moyen terme, un effet négatif sur l'indicateur en favorisant la mise en lumière de nouveaux cas de contamination de l'eau potable qui n'étaient pas considérés comme tels auparavant.

Figure 1 Pourcentage des municipalités responsables d'une installation de distribution d'eau potable qui ne fait pas l'objet d'un avis d'ébullition ou de non-consommation en vigueur depuis plus d'un an, selon les régions administratives, 2018



Source : Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques.

[Données disponibles dans le Tableau de bord des indicateurs](#)